

L'ÉCOLE DE LA RUE

Une université populaire et libertaire dans le 18^e arrondissement de Paris

Conférence-débat organisée par le groupe Louise Michel et la Bibliothèque La Rue.

À la bibliothèque La Rue

Le samedi, de 16 heures à 18 heures

10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris

Entrée libre

Cycle n° 6

**Faut-il tuer les tyrans ?
Droit de résistance et lutte contre la tyrannie
dans l'histoire des idées politiques**

Ce cycle présentera le droit de résistance tel qu'il a été défendu (ou décrié) par les philosophes à travers les siècles, notamment dans l'Antiquité gréco-romaine, puis au Moyen-âge et pendant les guerres de religion du XVI^e siècle. Mais au-delà de la théorie, il s'agira aussi de montrer le lien entre la philosophie et la mise en œuvre concrète de ce droit.

Le but sera donc de comprendre comment les thèmes de la désobéissance aux lois et de la lutte contre les gouvernants illégitimes sont apparus à des époques où le pouvoir et ses détenteurs étaient perçus comme sacrés et inviolables. Il sera possible d'évaluer dans quelle mesure l'insoumission a finalement trouvé sa place dans la philosophie politique, alors même que celle-ci s'est développée initialement en faveur de l'ordre absolu et de la stabilité institutionnelle.

Plus précisément, ce cycle s'intéressera aux différentes conceptions de la tyrannie dans l'histoire des idées et surtout à la question très discutée et controversée du « tyrannicide », c'est-à-dire la mise à mort du tyran. Plusieurs exemples (assassinats d'Hipparque, de César, d'Henri III, etc.) permettront de mieux saisir le rapport entre philosophie et action politique.

Samedi 11 avril 2015, de 16 à 18 heures

« *Tuer pour la démocratie : droit de résistance et tyrannicide dans l'antiquité gréco-romaine* »

Erwan

A quelques exceptions près, la philosophie politique antique est une pensée de l'ordre et de l'obéissance aux lois. Seuls les sophistes incarnent une forme de rejet, souvent individualiste et élitiste, de la Cité et de ses gouvernants. Contre eux, la pensée de Platon et d'Aristote privilégie la stabilité constitutionnelle, le respect des institutions et se montre réticente face à la contestation et aux révoltes.

Cependant, à partir du VI^e siècle av. JC, la vie politique athénienne et ses crises politiques offrent un tout autre visage : l'affrontement entre partisans de l'oligarchie et de la démocratie produit des mécanismes juridiques (privation de droits civiques, ostracisme...) qui sont l'expression d'un espace public profondément clivé.

Dans ce contexte, le camp démocrate en vient à valoriser non seulement le droit de résistance à la tyrannie, mais aussi l'assassinat du tyran (le « tyrannicide ») comme un acte héroïque, patriotique et pieux. Au fil des coups d'Etat et des révolutions, la législation athénienne finit ainsi par admettre la violence comme un mode légitime de lutte contre les excès de pouvoir.

Cette conférence visera à décrire ce cheminement longtemps contradictoire et opposé des philosophes et de la vie politique. Puis il s'agira de montrer comment s'est effectuée après plusieurs siècles la convergence des deux : à l'occasion du meurtre de César par Brutus, Cicéron réconcilie la philosophie et le tyrannicide.

Samedi 18 avril 2015, de 16 à 18 heures

**« Dieu contre les tyrans : droit de résistance et tyrannicide
dans la pensée politico-religieuse »**

Erwan

Cette seconde conférence retracera l'évolution du droit de résistance et de la lutte contre la tyrannie à des époques (notamment du Moyen-âge jusqu'au XVI^e siècle) où théologie et philosophie sont entremêlées.

Dès l'Empire romain, le christianisme développe une relation contradictoire avec le pouvoir. Pour estomper la dimension subversive de cette religion vis-à-vis de l'ordre impérial, Paul de Tarse puis Augustin d'Hippone inaugurent une tradition de pensée qui exalte la soumission des croyants aux gouvernants.

Plus tard, à l'inverse, Jean de Salisbury et Thomas d'Aquin, puisant dans la tradition judaïque, admettent au contraire la légitimité de la résistance aux tyrans, voire de leur mise à mort. Sans compter qu'à partir du XI^e siècle, la réforme grégorienne donne aux papes le droit de destituer les rois et donc d'incarner la « résistance » aux souverains jugés défaillants.

Mais c'est au cours des guerres de religion issues de la réforme protestante que les thèmes du droit de résistance et du tyrannicide connaissent une large diffusion : catholiques et protestants s'en emparent pour dénoncer mutuellement les rois « blasphémateurs » des deux camps. Les meurtres d'Henri III et d'Henri IV incarnent en France l'apogée de cette évolution.

Il s'agira donc ici de décrire le contexte dans lequel la théologie et la philosophie ont valorisé la révolte et la violence politiques, avant que la monarchie absolutiste, avec Bossuet en principal idéologue, vienne prendre le contrepied de ces idées et tente en vain de les disqualifier.